

FRACTURES FRANÇAISES (1)



FRACTURES FRANÇAISES (1)

**GÉRARD COURTOIS
GILLES FINCHELSTEIN
PASCAL PERRINEAU
BRICE TEINTURIER**

FRACTURES FRANÇAISES (1)

**GÉRARD COURTOIS
GILLES FINCHELSTEIN
PASCAL PERRINEAU
BRICE TEINTURIER**

Réalisée du 22 au 27 avril 2015 par l'institut Ipsos/Sterea, en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et Sciences Po (programme « Vie politique »), auprès d'un échantillon de 1 000 personnes interrogées sur internet, l'enquête annuelle « Fractures françaises », lancée en 2012, dresse le portrait d'un pays aux multiples clivages.

Le 11 mai 2015, dans le cadre d'un débat organisé par la Fondation Jean-Jaurès, Gérard Courtois, Gilles Finchelstein, Pascal Perrineau et Brice Teinturier livraient leur interprétation des chiffres les plus saillants et analysaient les principales lignes de fracture qui se dessinent au sein de la société française. C'est ce débat qui est ici repris ; un second tome suit, dans lequel Gérard Le Gall décrypte le profil des sympathisants du Parti socialiste, et Gilles Finchelstein ceux du Front national.

Gérard Courtois est directeur éditorial du *Monde*.

Gilles Finchelstein est directeur général de la Fondation Jean-Jaurès.

Pascal Perrineau est professeur des universités à Sciences Po et responsable du programme « Vie politique » à Sciences Po.

Brice Teinturier est directeur général délégué d'Ipsos France.

LE DÉBAT

Gilles Finchelstein

Pour lancer le débat, je vais commencer par quatre leçons que l'on peut tirer d'une lecture transversale de l'étude réalisée par Ipsos. Première leçon, *sur la nature de la crise politique*. Il ne s'agit pas – c'est l'aspect positif – d'une crise de l'idée démocratique. D'un côté, on voit à la fois que la démocratie continue à être massivement considérée comme « le meilleur des systèmes » ou que la tolérance reste une valeur très fortement ancrée. Et, d'un autre côté, on voit que le Front national est toujours tout aussi massivement perçu comme un parti d'extrême droite, xénophobe et incapable d'exercer le pouvoir. Il s'agit, en revanche, et c'est cela qui est inquiétant, d'une profonde crise de la représentation politique et des pratiques politiques. La confiance dans les partis comme envers les députés reste incroyablement faible. Le sentiment chez les sondés que leurs idées ne sont pas représentées est très présent. L'idée que les élus ne poursuivent que leur propre intérêt et que la corruption est répandue est très forte.

Deuxième leçon : cette étude illustre *la déstructuration des clivages politiques*. À la tripartition de l'espace politique correspond, en effet, une profonde déstructuration des clivages. Cela signifie que les clivages sont mouvants et multiformes. Sur un certain nombre de sujets (le rôle de l'État dans l'économie, l'intégration des immigrés, l'opposition assistanat/solidarité), le clivage est un clivage gauche-droite, il se situe entre le Parti socialiste et l'UMP-Front national. Sur d'autres sujets (notamment la mondialisation et l'Europe), c'est entre le PS et l'UMP d'un côté et le Front national de l'autre. Sur certains encore (par exemple la peine de mort, l'adoption par les couples homosexuels ou la place des valeurs du passé), on observe un continuum PS-UMP-Front

national – chacun se situant à égale distance l'un de l'autre. Sur d'autres sujets enfin (principalement la justice sociale par la redistribution fiscale), on a même un continuum PS-Front national-UMP – c'est-à-dire avec le FN en position médiane. Voilà pourquoi je crois que, au final, on peut parler d'une déstructuration assez profonde des clivages politiques.

Troisième leçon : cette enquête confirme *une forme de rétraction des Français*. Ils se projettent peu dans l'avenir, ne se projettent plus dans l'Europe et pas non davantage dans le monde. Ils se tournent de plus en plus vers le passé – un passé idéalisé – et la figure de « l'autre » est un motif d'inquiétudes très partagé – l'autre étant d'ailleurs moins les dangers de la mondialisation que la crainte de « l'islamisation ». Quel que soit le biais par lequel on aborde cette étude – la laïcité, ressentie comme menacée, le nombre d'étrangers comme excessif, la religion musulmane comme menaçante, l'intégration comme un large échec –, on voit là un fil rouge.

Quatrième et dernière leçon : *la droitisation est quasi généralisée*. Elle s'étend à la plupart des sujets. Elle touche la plupart des partis ou des sympathies partisans. Il existe certes une exception pour ce qui relève de la liberté de l'individu, avec une opinion ouverte, et même plus ouverte qu'auparavant, sur l'adoption par des couples homosexuels ou la légalisation des mères porteuses. Mais pour le reste... Les sujets de société traditionnels ? On observe sur la peine de mort un basculement – 52 % de Français favorables à la peine de mort, cela nous renvoie à un état de l'opinion antérieur à 1998¹. Le rôle de l'État dans l'économie ? On constate de la même manière une demande de libéralisme. La solidarité ? On voit également un recul. Les questions régaliennes ? On observe une crainte massive sur des questions comme le nombre d'étrangers.

1. C'est en février 1998, dix-sept ans après l'abolition de la peine de mort, qu'un sondage Ifop/France Soir enregistrait pour la première fois une majorité d'opinions opposées à son rétablissement.

Pascal Perrineau

Je partage largement le diagnostic de Gilles Finchelstein. Mais, comme toujours, c'est à partir des petites différences que peut naître le débat. Commençons par la nature de la crise politique. D'après lui, on n'a pas une crise de l'idée démocratique, mais une crise profonde des pratiques et de la représentation. Le jugement selon lequel la démocratie fonctionne de plus en plus mal est néanmoins très présent. La poussée parmi le peuple de gauche et les électeurs de gauche est impressionnante sur cet item. C'est comme si, à partir du moment où la démocratie est vraiment exercée par une gauche au pouvoir, la déception était majeure dans ce camp.

Et, dans le même temps, il faut évoquer la demande d'hommes forts, de chefs. Ce n'est pas contradictoire avec ce que dit Gilles Finchelstein, mais cela signifie que l'on a une demande de démocratie verticale, vraiment gouvernée, et cela est à mettre en tension avec les très nombreuses réflexions souvent avancées sur l'irrépressible demande de démocratie participative et de « démocratie horizontale ». Je veux dire que l'on a certainement la demande d'une autre démocratie, mais pas uniquement horizontale : la demande du retour d'une certaine « verticalité » est présente. Le « vrai chef » est réclamé jusqu'au cœur même de l'électorat de gauche. 75% de l'électorat de François Hollande déclare son accord avec l'item suivant : « On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre ».

Sur la déstructuration des clivages politiques, je partage entièrement le diagnostic de Gilles Finchelstein. Mais j'ajouterai un autre clivage à tous ceux que tu viens de citer – et c'est d'ailleurs un des éléments de la crise de la représentation. Qu'est-ce que la représentation politique ? C'est représenter les clivages réels d'une société. Quand ces clivages sont multiples, quand ces clivages ont bougé, la représentation politique, si elle n'a pas évolué et reste sur des catégories traditionnelles comme l'opposition entre la gauche et la droite, n'a plus la capacité de représenter correctement la société. S'il y a une crise de la représentation, c'est parce que la représentation politique ne se représente

plus fidèlement la société et ses clivages. Et, là aussi, j'ajouterai à tous les nombreux clivages celui entre les partis centraux et les partis extrêmes. Sur certains clivages, tu vois bien que l'on a affaire à un Front de gauche-Front national – ou, pour le dire simplement, la gauche de la gauche et la droite de la droite – contre les partis centraux. C'est sensible en particulier sur l'Europe et sur la globalisation.

Troisième diagnostic : la rétraction, le repli. Nous sommes dans un pays où les mouvements de repli et parfois de régression sont importants. Ils sont sensibles sur certaines questions culturelles, sur certains enjeux religieux ou encore sur la peine de mort. Mais ils portent aussi sur la globalisation, qui reste le défi principal. L'opinion publique française semble être plus mal à l'aise que dans d'autres pays avec le monde tel qu'il est, avec le monde global. La mondialisation est une menace pour la France pour 56 % des personnes interrogées. Et, dans le cas présent, il s'agit d'un clivage partis centraux / partis extrêmes. La gauche de la gauche et la droite de la droite expriment une détestation très forte du monde tel qu'il est. Et cela va de pair avec une demande de protection pas simplement culturelle ou identitaire mais aussi économique. La demande de protection identitaire est présente, le sentiment d'insécurité culturelle, pour reprendre l'expression de Laurent Bouvet², existe et peut entraîner du protectionnisme culturel. Mais on a bien une situation d'insécurité économique qui, comme la nuée porte l'orage, est portée par la mondialisation et provoque en retour une forte demande de protection économique.

La droitisation est quasi généralisée, oui, on peut dire cela. Mais ce thème parfois m'interroge. N'est-ce pas aussi du fait que la gauche a abandonné ce que j'appellerais le tempérament de gauche autoritaire ? Dans la gauche et dans le dispositif de gauche tel qu'on le connaissait depuis le début du XX^e siècle, en un sens la gauche non communiste représentait une gauche non autoritaire, et

2. Laurent Bouvet, *L'Insécurité culturelle*, Paris, Fayard, 2015.

c'est à la gauche communiste que revenait le tempérament de gauche autoritaire. À partir du moment où la gauche non communiste, avec les Verts etc., a renforcé son tropisme libertaire et où la gauche de la gauche l'a suivie, aucun parti ne représente plus aujourd'hui la gauche autoritaire. Alors, faute de mieux, on parle de droitisation. Oui, mais dans les années 1930, 1940, 1950, 1960, c'était le Parti communiste qui gérait la demande d'autorité, de verticalité, d'ordre au sein même de la gauche française. On constate certes une droitisation, mais on a aussi une gauche qui a totalement abandonné ce dispositif – si l'on excepte peut-être Jean-Pierre Chevènement, Manuel Valls sous certains aspects... C'est pourquoi je nuancerais cette idée de droitisation.

Je ferai une dernière remarque. Cette enquête me semble très intéressante en ce qu'elle confirme ce que l'on voit dans les enquêtes européennes depuis des années, à savoir un apparent paradoxe autour du couple ordre public / libertés privées. La demande de libertés privées est toujours présente. Et là on ne peut plus parler de droitisation. On aurait ajouté d'autres items, sur l'euthanasie par exemple, je suis sûr que l'on n'aurait pas observé de droitisation, mais une demande accrue de libertés privées.

Et, dans le même temps, et parfois chez les mêmes individus, plus ces libertés privées réclamées remettent en cause la régulation publique, plus on observe une demande d'ordre public et d'autorité. Et ce n'est pas contradictoire, c'est au contraire très cohérent. Plus les individus d'une société réclament de libertés privées, plus le besoin d'un principe de régulation centrale se fait sentir. Ce processus va être décodé comme une droitisation, mais s'agit-il bien de cela ? On a simplement une demande d'ordre public parce que, pour réguler une société d'individus qui sont autant d'unités porteuses de libertés privées, il faut bien un principe de régulation centrale. Je partage donc le diagnostic des quatre axes dégagé par Gilles Finchelstein, mais j'exerce mon droit, non de contestation, mais d'amendement.

J'évoquerai un dernier point, lié avec ce que tu disais tout à l'heure. On a l'impression que notre société est totalement clivée entre un haut et un bas.

La médiation entre ce « bas » et ce « haut » n'est plus présente et la foi dans les capacités de médiation a disparu. Je pense bien sûr à la médiation politique, mais aussi syndicale et médiatique. Toutes ces institutions de médiation, les médias, les syndicats, les partis font l'objet d'une grave crise de confiance. La crise des corps intermédiaires, au sens large, est d'une ampleur considérable. Il existe même une confiance « en bas » qui ne parvient plus à s'articuler au « monde d'en haut » parce qu'il n'existe plus aucun vecteur de médiation entre les deux niveaux.

Gérard Courtois

Je vais apporter, non pas une touche d'optimisme, car le tableau que vous avez dressé est effectivement alarmant, mais tout de même quelques nuances. L'intérêt de ce genre d'enquêtes est de pouvoir observer les évolutions d'une année à l'autre. En 2013 et en 2014, les constats étaient extrêmement sombres et très similaires. Tout ce que vous évoquez concernant le niveau très élevé de défiance, de crainte, de repli, d'attente de protection et d'autorité est exact.

Mais, dans cette enquête 2015, ce qui m'a frappé est que, sur tous ces items, on observe une évolution positive par rapport à l'année dernière. On n'est certes pas passé de la déprime à l'euphorie. Mais, sur la confiance dans les institutions, toutes les réponses sont en progression d'un point, de deux points, six points, sept points, notamment sur les institutions régaliennes – armée, police, justice, école. C'est même le cas pour les institutions de « médiation », comme les médias ou les partis politiques, en dépit du fait qu'elles sont en queue de peloton de manière terrible. Ce léger changement d'atmosphère me paraît encore plus sensible sur des questions comme les valeurs du passé dont parlait Gilles Finchelstein. 70 % des personnes interrogées déclarent que c'était mieux avant, certes, et l'on s'inspire de plus en plus des valeurs du passé. Néanmoins, on observe une baisse. Concernant la mondialisation, 61 % des sondés estimaient en 2014 qu'elle représentait une menace pour la France. Ce chiffre est descendu à 56 %. L'équilibre avec ceux qui à l'inverse estiment qu'elle constitue une opportunité n'est pas encore atteint, mais on n'en est pas très loin.

De même sur l'Europe, le jugement est plutôt encourageant, même s'il reste ambivalent. Certes, pour 72 % des sondés, il faudrait renforcer les pouvoirs nationaux par rapport à ceux de l'Union européenne. Mais ils sont tout de même 52 % à estimer que l'appartenance à l'Union européenne est, tout bien pesé, une bonne chose, et 75 % déclarent qu'il ne faut pas sortir de la zone euro.

Sur l'idée que la France est en déclin, j'observe la même ambivalence, mais la situation me paraît moins sombre que l'an dernier ou il y a deux ans. Certes, le discours décliniste fonctionne : 26 % pensent que la France est dans une situation de déclin irréversible : c'est 6 points de plus par rapport à 2014. Mais l'on constate une progression identique, de 6 points, à 21 %, chez ceux qui estiment que la France n'est pas en déclin. C'est le pourcentage de « ni oui, ni non » (« La France est en déclin mais ce n'est pas irréversible »), qui baisse de 12 points. Bref, il me semble qu'un léger dégel s'est produit par rapport à 2013-2014.

Un autre point que vous avez évoqué l'un et l'autre me paraît tout à fait évident, je veux parler de la déstructuration et de la complexité des clivages politiques. On n'est plus dans des clivages binaires, de type droite-gauche, mais dans des clivages plus mobiles, à géométrie variable. Selon les sujets – de l'identitaire au sécuritaire, de l'économique au social ou au religieux –, on observe effectivement des configurations très sensiblement différentes. Comme l'a noté Pascal Perrineau, c'est manifeste sur l'Europe, l'ouverture au monde et la mondialisation : sur ces trois thèmes, la cohérence, la convergence sont très fortes entre sympathisants UMP et sympathisants socialistes, rejetant l'extrême droite et la gauche de la gauche dans une attitude de rejet beaucoup plus radicale. Enfin, la cristallisation, la consolidation du Front national est très significative. On a là un bloc idéologique qui me paraît s'enraciner de plus en plus solidement. En revanche, sur le terrain politique, les réponses des sondés concernant le FN sont assez cruelles pour Marine Le Pen. Elle perd la bataille sémantique sur le qualificatif d'« extrême droite » qu'elle récuse mais que les Français retiennent très majoritairement.

De même, les limites de son entreprise de dédramatisation semblent, pour le moment, atteintes : 60 % des sondés déclarent, en effet, que le FN est un danger pour la démocratie. Or, si l'on regarde l'évolution du baromètre sur le FN que *Le Monde* publie depuis vingt-cinq ans, ce jugement remonte à des niveaux sensiblement supérieurs à ceux que l'on a observés depuis une bonne dizaine d'années : en 2013, 47 % des sondés estimaient que le FN est un danger pour la démocratie, puis 51 % en 2014 et, désormais, 60 %. Le mouvement est net.

Enfin, le FN plafonne sur deux autres terrains. Celui de la crédibilité, puisque 31 % des sondés l'estiment capable ; on peut considérer que c'est beaucoup, mais cela reste un handicap structurel par rapport aux ambitions nationales de ce mouvement. De même, Marine Le Pen n'apparaît pas davantage comme la présidente d'un parti représentant du peuple, puisque 32 % seulement des personnes interrogées jugent le Front national proche de leurs préoccupations. Pour un parti qui fonde une bonne part de sa rhétorique sur la dénonciation des élites, c'est un résultat décevant.

Ainsi, Marine Le Pen ne trouve pas, me semble-t-il, de traduction positive très significative de la stratégie qu'elle a engagée depuis trois ans. Mais, dans le même temps, elle peut constater que son « peuple Front national » est fermement arrimé sur ses fondamentaux idéologiques : l'approbation des positions du parti par ses sympathisants oscille entre 85 % et 95 %. À une seule exception : la sortie de l'euro préconisée par Marine Le Pen et qui ne convainc pas 39 % des sympathisants du FN.

Brice Teinturier

Je vais réagir sur ce que vous avez dit mais également évoquer ce que je retiens prioritairement de cette enquête. D'abord, je me suis à nouveau posé la question de son objet. Elle comporte de nombreux indicateurs sur des thématiques apparemment très différentes. C'est pourquoi je pense qu'il faut rappeler la profonde unité qui la caractérise. Il s'agit d'une enquête sur la relation à l'autre au sens large. Elle s'efforce d'explorer la façon dont les Français

perçoivent Autrui, l'altérité en général et comment la réguler, cette altérité allant de l'individu que je ne connais pas à celui qui pratique une religion différente en passant par la mondialisation et l'Europe comme altérité au cadre national. Dans les processus de régulation de l'altérité, on interroge aussi la demande d'ordre et d'autorité, l'image du politique, les valeurs, etc. Le cœur du dispositif tourne donc autour de cette question du rapport à l'autre et de sa régulation, qui est la question politique par excellence.

De ce point de vue, ce qui me frappe dans cette édition des « Fractures françaises », au-delà des permanences que sont la défiance, le pessimisme, la demande d'ordre et d'autorité, et au-delà du léger dégel souligné par Gérard Courtois, c'est que l'on a affaire à une société particulièrement *individualiste*. Défiance, pessimisme et individualisme, là est le triptyque qui caractérise de plus en plus la société française. Et cet individualisme conditionne de nombreux résultats observés. Je rejoins tout à fait sur ce point l'analyse de Pascal Perrineau : la demande d'autonomie accrue de l'individu reste un fait majeur et on le constate à nouveau dans les valeurs qui sont plébiscitées : l'honnêteté, la liberté, la famille, le travail, la justice, la responsabilité arrivent avant les notions d'ordre et d'autorité et dessinent une société où chacun doit pouvoir trouver, *presque tranquillement*, sa place. On pourrait donc s'attendre à mesurer une décrispation dans le rapport à l'autre et sur les questions identitaires. Or ce n'est pas du tout le cas. C'est ce premier point qui me frappe particulièrement : la dé-corrélation entre le léger mieux sur les institutions, la justice, l'école, les grandes entreprises, les banques, les syndicats, etc. – des valeurs où l'on sent le poids de l'attachement aux libertés individuelles – et, en même temps, la stabilité de la perception très négative du politique, du rapport à l'autre, aux étrangers, toujours empreinte de défiance et de rejet à un niveau élevé. Il est donc clair que l'individualisation de la société crée *sui generis* non pas davantage de tolérance dans le rapport à l'autre mais une demande d'ordre et d'autorité, ne serait-ce que pour permettre à l'individu de disposer d'un cadre sécurisé à l'intérieur duquel il peut exercer son indépendance. Et il me semble également clair, au vu de l'étude, qu'une amélioration des indicateurs économiques ne fait pas baisser les crispations identitaires et la méfiance, qui

renvoient très largement à une demande d'un autre ordre que la simple prospérité économique.

Je reviens maintenant à la question centrale que posait Gilles Finchelstein au tout début, car elle est en lien direct avec ce que je viens de dire. Sommes-nous confrontés à une crise de l'idée démocratique elle-même ou à une crise de la représentation politique et de ses pratiques ? À mon sens, le point de départ est certes une crise de la représentation et des pratiques politiques mais son aboutissement est de plus en plus un ébranlement profond de l'idée démocratique elle-même. En premier lieu, je suis frappé par le fait que 26 % de Français, plus d'un Français sur quatre donc, déclarent que d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie, que celle-ci n'est pas irremplaçable et n'est pas le meilleur système possible. Ce détachement est tout sauf neutre. La proportion atteint 31% chez les moins de 35 ans, 35 % chez les ouvriers et 41 % chez les sympathisants du Front national. Il me semble que l'on peut parler d'un ébranlement progressif des fondements de la démocratie sous le poids de la défiance à l'égard de l'autre, du sentiment de déclin, de l'individualisme et de la crise de la représentation et des pratiques politiques. Je ne dis pas que tous les Français sont dans cette situation mais que des segments importants sont en train de céder et tâtonnent autour d'une autre forme de démocratie, voire d'autre chose.

Le fait qu'il y ait chez les sympathisants du Front national une progression de 20 points de l'idée que la France connaît un déclin irréversible participe de cet ébranlement et en est l'un des symptômes. Le fait qu'il y ait un dégel de la défiance sur certains indicateurs économiques et, en même temps, que l'on assiste à un renforcement de la demande de répression, que la relation à l'autre et à l'étranger soit toujours aussi empreinte de suspicion et de rejet, en est un autre. Et au final, si l'on considère que la démocratie est un régime qui permet aux individus de vivre leurs aspirations et de se réaliser en tant qu'individus en régulant cette diversité dans un cadre et autour de projets communs, force est de constater que cette régulation est de moins en moins évidente. Les convergences se font de moins en moins sur un ou des projets d'avenir. Elles

se concentrent de plus en plus sur la nostalgie, le passé, les valeurs traditionnelles, l'ordre et la demande d'assimilation comme réponse à la toujours possible et toujours plus vive fragmentation de la société.

Mon troisième point concerne les clivages. Je parlerais de complexification ou d'addition plutôt que de déstructuration. On voit en effet à quel point le clivage gauche/droite – dont on annonce la mort depuis plus de vingt ans – reste parfois incroyablement pertinent, par exemple sur la question du rôle de l'État dans l'économie. 70 % des sympathisants de gauche estiment que pour relancer la croissance, il faut relancer le rôle de l'État dans certains secteurs de l'économie jugés porteurs et stratégiques, contre 30 % qui pensent qu'il faut au contraire limiter au maximum le rôle de l'État et donner le plus de libertés possibles aux entreprises. Or, les sympathisants UMP sont dans une vision strictement orthogonale. Chez eux, c'est 71 % qui veulent limiter le rôle de l'État ! Certes, quand on regarde l'évolution, et je ne la sous-estime pas, les sympathisants PS sont, à 34 %, 11 points de plus qu'en 2014 à vouloir limiter le rôle de l'État. Il reste que les niveaux nous montrent bien que le clivage gauche-droite n'a pas disparu. Cela posé, je partage ce que chacun de vous a dit. D'autres clivages se juxtaposent, s'ajoutent, en particulier le clivage ouvert/fermé, et le clivage modération/radicalité. Et je voudrais à nouveau les mettre en rapport avec ce que je crois voir se dessiner en termes d'affaiblissement de l'idée démocratique. La radicalité s'affirme sur la modération ; la recherche du consensus est perçue comme une position de faiblesse. On valorise la verticalité, pour reprendre le terme que Pascal Perrineau a employé. Et plus encore que de verticalité, la demande de chef, de leadership fort, de quelque chose de simple, clair, très cadrant. Ce n'est pas nécessairement incompatible avec la démocratie : celle-ci n'est pas l'anarchie mais elle repose malgré tout sur un pari, celui d'une société qui se gère autrement qu'en déléguant sa souveraineté à un pouvoir fort.

Enfin, avant que nous n'entrions dans le détail, j'évoquerai un quatrième et dernier point pour répondre à la question de savoir ce qui était le plus frappant pour nous dans l'étude. Il concerne la notion d'assistanat. Nous avons pris soin de formuler la question en demandant « Pensez-vous que dans la société

actuelle, il n'y a pas assez de solidarité *envers ceux qui en ont besoin* ou qu'on évolue vers trop d'assistanat ? ». Malgré le souci de présenter une alternative où la solidarité est précisée dans un cadre légitime (envers ceux qui en ont besoin) et non comme quelque chose d'abusif, le résultat – c'est ce qui le rend intéressant – est sans appel : 69 % des Français pensent que l'on évolue vers trop d'assistanat, 87% à l'UMP et 52 % au PS. Ce durcissement, ce raidissement participe aussi d'une démocratie de l'individu, où chacun doit se débrouiller davantage par lui-même. Il accentue de mon point de vue la demande de démocratie autoritaire pour que l'ensemble tienne.

Toutefois, lorsque l'on aborde ce problème non pas en termes de principes ou de valeurs générales mais en l'incarnant concrètement, par exemple avec un item comme « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », on se rend compte que les choses sont plus complexes. 56% des Français répondent « oui », ce qui est moins que les 69 % qui critiquent la dérive de la société vers trop d'assistanat et correspond à un résultat stable par rapport à 2013. Par ailleurs, lorsque l'on regarde les populations qui sont les plus exposées à ce risque de chômage, les ouvriers, l'adhésion à une telle idée est en décroissance forte : - 11 points par rapport à 2013, - 5 par rapport à 2014. Cela signifie que, lorsque l'on est soi-même en situation de vulnérabilité, les vertus de la solidarité reprennent du sens sur la critique de l'assistanat. Il faudra donc suivre avec attention ces indicateurs autour de la notion d'assistanat car elle constitue un point central d'articulation des demandes, tant de justice que d'autorité, et dessine donc le type de démocratie auquel les Français aspirent.

Brice Teinturier

Il me semble qu'une question importante prend forme depuis le début du débat. Peut-on parler d'une critique de plus en plus marquée de l'idée démocratique même, ou uniquement d'une critique de la représentation et des pratiques ? Nous n'avons pas tout à fait la même sensibilité ou la même interprétation. Il me semble intéressant de pousser l'analyse.

Gilles Finchelstein

Première remarque, entre le soutien massif à l'idée démocratique et la critique virulente de la représentation et des pratiques politiques, il reste un point aveugle : il s'agit de cette demande de démocratie verticale que Pascal Perrineau a évoquée. Toute la question réside dans l'interprétation que l'on donne à cette demande de chefs et d'autorité que l'on observe depuis de nombreuses années. J'y vois pour ma part une demande de leadership davantage qu'un prurit autoritaire ou autoritariste. Et cette demande de leadership, caractéristique des périodes de crise, n'est en rien une spécificité française. On peut expliquer les succès de Matteo Renzi en Italie par la force de son leadership et, *a contrario*, la défaite d'Ed Miliband au Royaume-Uni par la faiblesse de son leadership – même si cette défaite a aussi d'autres causes. Je pense donc que l'on a affaire à un phénomène plus vaste mais connexe à la démocratie, et qui porte une certaine interprétation de la démocratie plus qu'il ne remet en cause l'idée démocratique.

Deuxième remarque, sur la question de la droitisation. Cette droitisation concerne de nombreux aspects, sauf ce qui a trait aux libertés individuelles – je partage la nuance apportée par Pascal Perrineau. L'étude comportait peu de questions sur ces sujets mais, qu'il s'agisse des mères porteuses ou de l'adoption par des couples homosexuels, on voit que l'évolution vers la gauche – ou, disons, vers une position plus libérale – se poursuit. Pour ne prendre qu'un exemple, l'adoption par les couples homosexuels était soutenue par 52 % de Français en 2012³, ce chiffre est aujourd'hui de 60 %. Pour le reste, la droitisation ne concerne pas simplement l'électorat socialiste, c'est le barycentre de la société française qui se déplace. La droitisation touche tous les électeurs sous une forme ou une autre et il me semble que c'est l'un des éléments intéressants de cette étude.

Lorsque l'on dresse un portrait des sympathisants socialistes, on constate qu'une partie significative d'entre eux se révèle relativement éloignée de la

3. IFOP/Le Monde, novembre 2012.

représentation que les responsables du Parti socialiste s'en font parfois. Les sympathisants socialistes sont souvent des sociaux-démocrates, voire – *horresco referens* ! – des sociaux-libéraux. Pour 58 % d'entre eux, la mondialisation représente une opportunité. Pour 55 %, la France doit s'ouvrir davantage au monde. Pour 85 %, la France doit rester dans la zone euro, et pour 69 % l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose. Pour 60 %, l'avenir de la France est plein d'opportunités. Pour 49 %, l'image des grandes entreprises – des *grandes* entreprises ! – est positive et ce chiffre a progressé de 21 points en l'espace d'un an.

Et, lorsque l'on procède à la même analyse en coupe et que l'on observe les sympathisants du Front national aujourd'hui, on voit que le problème n'est pas seulement la famille Le Pen, c'est aussi ses électeurs. Je ne prends que quelques exemples. Plus de 40 % des électeurs FN déclarent qu'un autre système que la démocratie pourrait être meilleur. La tolérance n'est une valeur « très importante » que pour seulement 32 % d'entre eux – un écart de 27 points par rapport à l'ensemble des électeurs. L'appartenance à l'Union européenne est une mauvaise chose pour 73 % d'entre eux. Et même cette vieille idée de l'extrême droite selon laquelle les immigrés prennent le travail des Français est partagée par 68 % des électeurs du Front national. Enfin, concernant les questions sociales, alors que l'électorat populaire du Front national s'est longtemps situé à mi-chemin entre la droite et la gauche, on constate que, polarisés sur la condamnation de « l'assistanat », ils ont largement basculé. On pourrait faire le même travail pour l'électorat de l'UMP et la conclusion s'impose : la droitisation concerne l'ensemble du champ politique...

Brice Teinturier

Pour prolonger sur le Front national, on voit bien à travers cette enquête combien certains thèmes sont sans doute définitivement cristallisés dans l'électorat frontiste. Le discours du 1^{er} mai de Marine Le Pen est totalement en phase avec la logique de son électorat : critique viscérale des élites, dénonciation toujours aussi massive de l'immigration et maintenant de l'islam,

vision apocalyptique de l'avenir – alors même, on l'a vu, que l'idée du déclin irréversible de la France est en progression de 20 points chez les électeurs Front national. Pour revenir à la question de la démocratie, je range cette sédimentation du FN dans les indicateurs de fragilisation de l'idée démocratique. On a vu qu'il reste perçu comme un parti xénophobe et dangereux. Oui, mais 31% des Français déclarent qu'il est capable de gouverner le pays ! Ce chiffre est certes stable mais absolument pas négligeable. En outre, chez ces électeurs, la démocratie est largement relativisée comme système qu'il faudrait absolument préserver.

Pascal Perrineau

Je ferai d'abord une remarque sur cette question du FN. Un discours s'est installé peu à peu selon lequel, après une première vague d'extension liée à Jean-Marie Le Pen, puis une deuxième liée à sa fille – la respectabilisation –, le Front national va connaître une troisième vague irrésistible d'expansion. Or, d'après les données de notre étude, les choses semblent un peu plus compliquées. L'extension hors du bastion originel du FN – porteur de valeurs aux spécificités très fortes, et aussi très « dures » – est compliquée parce qu'à ses marges il trouve une résistance. 82 % des électeurs de l'UMP considèrent que c'est un parti d'extrême droite. 58 % estiment que c'est un parti xénophobe. Pour 55 %, il est dangereux pour la démocratie. 24 % seulement le jugent capable de gouverner le pays. Or c'est surtout cet électorat UMP que convoite maintenant Marine Le Pen. Sur les valeurs économiques, les conceptions sont également très différentes. Certes, on a des proximités fortes sur le terrain culturel. Mais on voit que les électeurs UMP n'ont vraiment pas les mêmes choses en tête que ceux du FN. De plus, pour que la respectabilité réussisse, il faut être deux. Et l'on voit que l'électorat UMP garde majoritairement une vision négative du Front national. La tâche va donc s'avérer difficile pour la présidente du FN.

Deuxième remarque : on parle beaucoup de tripartition de l'espace politique. Or, une chose me frappe dans cet entrelacs de fractures. Jean-Louis

Bourlanges, dans une note de l'agence Telos⁴, a développé l'idée d'un espace à quatre forces, dans la mesure où la gauche éclate. Et l'on voit bien que, alors qu'on a longtemps eu, à gauche, des schémas étatistes forts et hégémoniques, il n'en est plus de même aujourd'hui. Sur des items importants comme le libéralisme économique, une gauche Valls-Macron commence à exister. 34 % des électeurs de François Hollande considèrent que « pour relancer la croissance, il faut limiter au maximum le rôle de l'État dans l'économie française et donner aux entreprises le plus de liberté possible ». 47 % des mêmes électeurs sont d'accord avec l'affirmation suivante : « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » ; enfin, 57 % de ces électeurs pensent que « d'une manière générale (...) on évolue vers trop d'assistanat ». Je pense que ce phénomène de « social-libéralisation » de pans entiers de l'électorat de gauche est nouveau. Il provoque évidemment un éloignement du reste de la gauche, en particulier de l'électorat du Front de gauche, de la gauche du Parti socialiste, etc. On entre dans un système à quatre forces. Il existe bien quatre peuples porteurs de schémas et de projections sur l'avenir extrêmement différents.

La troisième remarque concerne certaines contradictions sur l'Europe. D'une part, on observe une amélioration sur l'item « La France reste dans la zone euro » et sur l'idée que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose. Mais on constate une dégradation sur d'autres items. L'idée qu'il faut renforcer les pouvoirs de décision de l'Europe régresse de 3 points. Je crois que ce phénomène est à rapprocher de la revalorisation du passé. Quand l'Europe appartient à un patrimoine, elle rassure. L'Europe acquise, passée est perçue positivement. Mais l'Europe à venir, celle où il faudrait redéfinir profondément les pouvoirs des États, les réduire, cette Europe-là inquiète. On constate un éclatement, une fêlure, et ce, sans doute, pour un même individu. On a là un clivage intéressant qui mériterait d'être suivi dans la vague 4 de notre étude qui sera réalisée en 2016.

4. Jean-Louis Bourlanges, « Le nouvel ordre partisan : trio ou quatuor ? », Telos, 2015.

Mon quatrième point concerne un élément dont nous n'avons pas parlé jusqu'à maintenant. Il s'agit de la vision de l'avenir. On aurait tendance à penser que, sur de nombreux items, les moins de 35 ans sont porteurs d'ouverture, d'optimisme, se projettent dans l'avenir de manière positive. Or, ce n'est pas du tout le cas. L'avenir ne semble plus parfois être porté par les jeunes générations. De fait, l'avenir est plein d'opportunités pour 49 % des 60 ans et plus, mais seulement pour 35 % des moins de 35 ans. De plus, sur des items dont on pourrait penser qu'ils s'adressent aux plus de 60 ans, les jeunes sont parfois plus durs. Par exemple, 35 % des 18-24 ans pensent que « d'autres systèmes politiques (que le régime démocratique) peuvent être aussi bons que la démocratie ». Ils ne sont que 20 % à être de cet avis chez les personnes âgées de 60 ans et plus. Si les items les plus « projectifs » sont portés par les plus de 60 ans, on a un problème générationnel préoccupant pour la société française. Et le fait que les jeunes générations paraissent « en deçà » m'a surpris à plusieurs reprises.

Sur cette question de la démocratie, deux éléments méritent à mon sens d'être relevés dans cette étude. On voit qu'une frange inquiétante de la population n'est pas opposée à un régime autoritaire (26 % des personnes interrogées pensent que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie »). Il s'agit certes d'une minorité mais tout à fait significative. On renoue ici avec les fortes intuitions de Guy Hermet dans son livre de 2007, *L'Hiver de la démocratie*⁵. Il met particulièrement en garde sur le fait que la démocratie n'est pas un acquis, que la culture civique est plus fragile qu'on ne l'imagine. Dans un contexte de crise économique et sociale profonde, un hiver de la démocratie peut advenir. Or, aujourd'hui, certains l'appellent de leurs vœux.

L'autre élément que je soulignerais est que les grandes forces politiques sont de plus en plus mal à l'aise avec la gestion d'une certaine tradition démocratique française qui a toujours existé, de Boulanger à De Gaulle, et que j'appellerais

5. Guy Hermet, *L'Hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2007.

une démocratie un peu plébiscitaire. On ne sait qu'en faire, et cela se reflète dans certains de nos indicateurs. Je pense que, sur l'item « On a besoin d'un vrai chef », c'est de cela dont il est question, davantage que de l'aspiration à un régime autoritaire. On veut revenir au marbre gaullien. On veut un De Gaulle, mais un De Gaulle postmoderne.

Gérard Courtois

Je reviens sur la question de la « crise de la démocratie » et sur la confrontation ou la contradiction entre démocratie verticale et démocratie horizontale. Après nos échanges et à la relecture de l'enquête, j'éprouve une frustration – à laquelle il serait peut-être possible de remédier lors de la prochaine édition : peu d'éléments nous permettent de mesurer ce que pourrait être une aspiration à une démocratie plus horizontale. Nous ne disposons que de deux indices : la vision positive des PME et des maires – toutes les catégories de représentants politiques autres que les maires se situent 20 à 30 points derrière. Ces deux indicateurs permettent de penser que la proximité est perçue de manière positive. Mais ce sont nos seuls indices dans ce sens.

Or, on n'observe pas simplement une contradiction entre une demande de démocratie verticale plus vigoureuse, voire plus autoritaire, et des théories prônant davantage de démocratie participative, de débat public, etc. Il me semble que cette aspiration à une démocratie plus horizontale est présente dans quantité d'exemples locaux. C'est pourquoi il me paraît intéressant de réfléchir, à l'avenir, à la manière dont nous pourrions documenter cette confrontation. S'agit-il de la confrontation entre une demande de démocratie verticale et une utopie de démocratie participative ? Ou avec une demande contraire, ou complémentaire, de démocratie plus horizontale, plus participative, plus proche ?

Dans le même ordre d'idées, il est vrai que l'on a du mal avec la démocratie plébiscitaire. Là aussi, le paysage est brouillé. Le Front national est indéniablement porté par une expression protestataire présente depuis fort

longtemps dans le paysage politique français. On évoquait le Parti communiste d'après-guerre comme l'expression d'un tempérament autoritaire de gauche. Il était aussi l'expression d'un tempérament protestataire de gauche. Or on retrouve ce couple autoritaire/protestataire du côté Front national.

Je ferai une dernière remarque concernant les rapports ambivalents entre la droite et le FN. Comme Pascal Perrineau, le jugement des sympathisants UMP sur le Front national m'a frappé. Aujourd'hui, ils ont compris, ou semblent avoir compris, que le Front national est, pour leur camp, un ennemi extrêmement dangereux et que des barrières sont nécessaires. Mais, sur le terrain identitaire, sécuritaire, sur le rapport à l'autre – et notamment sur la question du religieux et du rapport à l'islam –, on a également constaté une forte, voire très forte proximité entre les deux électorats. C'est tout à fait en phase avec la stratégie de Nicolas Sarkozy. D'un côté, il a réussi à faire passer le message selon lequel le Front national représente un péril mortel pour l'UMP et pour la droite. D'un autre côté, il est parvenu – on le voit avec la question des cantines scolaires, dont 71 % des sondés considèrent qu'elles ne devraient pas servir de plats différents selon les convictions religieuses des élèves – à faire passer l'idée que son parti est un vecteur plus efficace et plus crédible que le FN pour la défense et la promotion de ces idées.

Brice Teinturier

Il est possible de dater le moment d'inflexion, le début de cette résistance au FN que l'on constate dans cette enquête. D'après les études que nous avons réalisées pour France Télévisions et Radio France la veille du vote, cela s'est joué lors des départementales, entre le premier et le second tour. Avant le premier tour, les sympathisants UMP sont 49 % à être opposés à des alliances avec le Front national au plan local. Après le premier tour, cette proportion devient largement majoritaire en passant à 63%. C'est bien l'UMP qui est la variable d'ajustement, les autres électorats restant globalement stables. Tout se passe comme si la porosité UMP-FN avait cessé ou s'était stabilisée et que les sympathisants UMP avaient pris conscience que le Front national est un

adversaire, non un allié. On l'observe également dans les résultats de la strate gauche-FN au second tour des départementales. Lorsque le candidat UMP est éliminé, que font les électeurs UMP du premier tour ? Ils se mobilisent. Ils n'ont globalement pas suivi le « ni-ni » et ceux qui sont allés voter ont davantage voté pour le candidat de gauche que pour le candidat FN alors qu'auparavant, ils se répartissaient en deux blocs sensiblement équilibrés.

Quelque chose s'est donc incontestablement produit du côté de l'UMP. C'est en grande partie dû au « nouveau discours » de Nicolas Sarkozy, au fait qu'à présent il critique explicitement le Front national – ce qui n'était pas le cas en 2011, par exemple. Nicolas Sarkozy développe à la fois des thèmes droitiers qui lui permettent de retenir un électorat tenté par l'offre du Front national, tout en désignant ce dernier comme l'adversaire. Et c'est ce qui, me semble-t-il, fait la différence, en plus du choc créé par le très bon résultat du FN au premier tour.

Gilles Finchelstein

Je rebondis d'abord sur la caractérisation du champ politique. Quel mot utiliser ? Tripartisme, tripartition ou quadripartition ? À l'évidence, le « tripartisme », expression souvent utilisée, est impropre – tout simplement parce que la gauche n'est pas un parti et se révèle même profondément divisée. D'où l'utilisation du terme de tripartition. Devrait-on aller plus loin et parler de « quadripartition » ? Je ne le pense pas, pour deux raisons principales. La première, c'est que le clivage gauche-gauche existe mais sur quelques sujets seulement et ce n'est en définitive qu'un clivage secondaire. La deuxième raison, c'est que la gauche de la gauche, si elle était la quatrième partie de la quadripartition, serait marginale par rapport aux trois autres – on est loin du « quadrille bipolaire » qu'évoquait Maurice Duverger à la fin des années 1970⁶. Je pense donc qu'il serait plus juste de s'en tenir à la tripartition – non pas trois *partis* mais trois *parties*, en

6. Maurice Duverger, *Le Système politique français*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, 21^{ème} édition.

étant conscient qu'une multitude de clivages traverse chacune de ces parties. Je reviens ensuite sur l'idée développée par Gérard Courtois, selon laquelle le FN reprend la tradition protestataire. Je partage cette idée, mais il ne faut pas en conclure que les sympathisants du Front national n'adhèrent pas – souvent on oppose artificiellement *protestation* et *adhésion*. Ils adhèrent... à la protestation. Ces dernières années, la théorie selon laquelle il existe une divergence entre ce que pensent les responsables du Front national et ses électeurs a progressé – cela permettait de condamner les premiers et de dédouaner les seconds. Cette théorie me semble erronée et c'est ce que démontrent encore Jérôme Fourquet et Alain Mergier dans *Janvier 2015 : le catalyseur* en analysant la manière dont les milieux populaires ont vécu et interprété les attentats et les manifestations de janvier 2015⁷. Dès lors, l'idée qu'il est possible de récupérer les électeurs FN en leur faisant un petit clin d'œil sur tel ou tel sujet me paraît une gigantesque et dangereuse illusion. Je pense qu'on est, tout au contraire, engagé dans une bataille qui ne concerne pas seulement la mise en cause des valeurs ou du programme du Front national mais qu'il s'agit d'une bataille culturelle, dans le sens où la représentation du monde des sympathisants du Front national est devenue très spécifique.

Je termine par l'UMP. Ce qui est frappant, pour le résumer d'une formule, c'est que ses sympathisants sont fermés au Front national et ouverts à une partie de ses idées – notamment aux questions relatives à l'identité. Pour juger de la pertinence de la stratégie de Nicolas Sarkozy, la question est celle du choix du terrain d'affrontement. A-t-il intérêt à aller là où la porosité est la plus importante ou là où les divergences sont les plus fortes ? Il a opté, du moins pour le moment – mais constatons que ce choix s'inscrit dans la continuité de la campagne présidentielle –, pour les convergences. Cela n'a pas empêché la progression du Front national depuis trois ans. C'est pourquoi je n'affirmerai pas que le pari de Nicolas Sarkozy est déjà gagné. Je pense qu'une extension est encore possible pour le Front national, même s'il me semble peu probable

7. Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : le catalyseur. La cristallisation d'une idéologie*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, avril 2015.

qu'il gagne l'élection présidentielle. Je ne pense pas que les 25 % actuels constituent un plafond⁸.

Gérard Courtois

Je ne crois pas avoir exprimé l'idée que le pari de Nicolas Sarkozy était gagné, mais que son positionnement était habile. Depuis quelques mois, sa stratégie est cohérente. Il a voulu bloquer le Front national sur tous ses points faibles – manque de crédibilité, image de danger pour la démocratie –, et le message est passé. Mais dans le même temps, il est allé le chercher, le concurrencer sur son terrain traditionnel (identitaire et sécuritaire) pour siphonner ses électeurs et tenter de les ramener dans le giron de la droite, plutôt que l'inverse.

Je suis d'accord avec Brice Teinturier sur le fait que la protestation, c'est aussi aujourd'hui de l'adhésion. Je traduirais cela de la manière suivante. Au fond, la protestation de Le Pen père rejoignait la protestation poujadiste ou d'extrême droite traditionnelle. C'était « tous pourris », la contestation de la classe politique, de l'établissement, etc. Aujourd'hui, on constate quelque chose de beaucoup plus profond, que l'on pourrait résumer par cette phrase : « La France fout le camp ». Il ne s'agit plus seulement d'un rejet des représentants et des responsables politiques. Donc la protestation est beaucoup plus profonde, existentielle en quelque sorte, presque vitale pour cette partie de l'opinion.

Quant à la question de savoir si des clins d'œil de l'UMP ne suffiront pas à faire bouger les lignes au Front national, je n'en suis pas si sûr. Malgré ce que Gilles Finchelstein vient de dire sur l'adhésion, que j'approuve, une partie non négligeable de l'électorat FN actuel vient de la droite. Et, pour cette partie des

8. *Ibid.*, pp. 104-111 : en analysant l'évolution du vote FN depuis 2012 et en recoupant ses résultats aux différentes élections (présidentielles, européennes, municipales, départementales), Jérôme Fourquet et Alain Mergier identifient un « potentiel électoral » pour le Front national qu'ils situent à environ 25 % de l'électorat français. Ils soulignent que ce seuil constitue « plutôt un plancher qu'un plafond pour les prochaines années », rappelant que « lors d'échéances majeures comme l'élection présidentielle de 2017, il devrait bénéficier d'un niveau d'abstention bien plus faible qu'aux européennes et aux départementales » (p. 111).

électeurs, la question de savoir quel parti représente le mieux leurs angoisses, leurs rejets, leurs colères, etc., va se poser dans les deux ans à venir. Si la crédibilité du Front national en tant que force capable de gouverner ne s'améliore pas d'ici là – 31 % ne suffisent pas, et il n'a pas d'alliés –, que feront ces électeurs ? Resteront-ils fidèles au FN ou une partie d'entre eux se diront-ils : après tout, on a tout entendu de Nicolas Sarkozy, mais depuis 2009-2010, il est constant sur ces questions-là – débat sur l'identité nationale, campagne de 2012 et positionnement aujourd'hui. Je ne suis pas certain que la fidélité actuelle des électeurs FN à leur parti, certes indéniable, résiste à l'enjeu d'une élection présidentielle. C'est, en tout cas, le pari de Nicolas Sarkozy.

Pascal Perrineau

Je pense que, à partir de notre enquête, il ne faut pas penser l'extension des idées du FN, ou que l'on définit comme telles, uniquement par rapport à la droite. C'est l'ensemble de la société française qui est touchée. Quand 40 % des électeurs de gauche déclarent que les étrangers sont trop nombreux en France, on voit bien que la gauche est concernée. Il faut cesser de raisonner en termes de vases communicants droite/droite extrême. Ces idées progressent dans l'ensemble de la société française, et notamment sur la question de l'islam.

Brice Teinturier

Il me semble que la grande affaire de la société française, depuis deux ou trois ans, est cette irruption, à nouveau, de la thématique religieuse. À cet égard, les résultats de la troisième édition de l'enquête Fractures sont passionnants. Quand on pose la question de savoir si, dans la manière dont elle est pratiquée en France, la religion musulmane est compatible avec les valeurs de la société française, on constate une forte amélioration par rapport à 2013 avec 46 % de réponses positives, soit 20 points de plus. En 2014, on observait déjà une progression par rapport à 2013 de 11 points, à 37 %, mais ce résultat était sans doute si contre-intuitif qu'on l'avait peu commenté. En janvier 2015, au moment de la séquence Charlie, nous avons reposé cette question pour vérifier

si les attentats, leur gestion, la réaction de la société française produisaient un surcroît ou pas de méfiance à l'égard de la religion musulmane. Or nous étions à 47 %, ce qui tendait à prouver qu'ils avaient plutôt clarifié et apaisé les choses. Aujourd'hui, nous sommes à 46 %, avec un acquis qui s'est donc bien maintenu sur la longue période.

En revanche, la distinction entre « religion musulmane » et « djihadisme » reste fondamentale puisque 59 % des Français considèrent que l'islam est une religion aussi pacifiste que les autres et le djihadisme une perversion de cette religion mais que, malgré tout, 41% de Français (+8 points par rapport à janvier) déclarent que l'islam porte en lui des germes de violence et d'intolérance. Cette question de la religion musulmane et de l'islam est donc un excellent révélateur des tensions à l'œuvre dans la société française et l'on peut, là encore, faire le lien avec le thème de la fragilité de la démocratie. Je suis frappé, après ce qui a été dit sur la problématique de la démocratie verticale ou autoritaire, par le fait que les Français acceptent de plus en plus facilement une restriction des libertés individuelles s'il s'agit de lutter contre le terrorisme islamique. Le contexte international et maintenant national, avec des attentats sur notre territoire, favorise de plus en plus de concessions à l'idée de liberté.

Pascal Perrineau

Concernant cette conception d'un « islam dangereux », je m'interrogerai sur la laïcité. Cette notion ne permet-elle pas paradoxalement l'extension de cette perception ? Cette défiance à l'égard de l'islam ne pénètre-t-elle pas la gauche par le biais de l'idée que la notion d'oumma, de communauté, propre à cette religion, est incompatible avec une société laïque ? On peut former l'idée qu'aux yeux de certains Français, il est difficile de « faire société » avec des personnes qui vivent leur engagement religieux sur le mode communautaire. La laïcité est un contrat conçu pour faire société, pour sortir de l'enclavement des communautés et je crois que pour certains de nos compatriotes on ne peut « faire société » avec des gens dont la fibre est communautaire.

Brice Teinturier

C'est toute l'intelligence de Marine Le Pen qui se pose en défenseuse de la laïcité plutôt qu'en adversaire déclarée de la religion musulmane.

Pascal Perrineau

Et le sentiment de menace sur la laïcité est considérable. Si pour 89 % des personnes interrogées la laïcité est « une valeur importante », 74 % des mêmes personnes disent qu'à leurs yeux « la laïcité est aujourd'hui en danger en France ». C'est le cas de 81 % des électeurs de Nicolas Sarkozy mais aussi de 69 % de ceux de François Hollande.

Brice Teinturier

Tout converge sur cette question, d'ailleurs. Lorsque l'on demande aux Français si l'intégrisme religieux est un problème qui est exagéré et a tendance à être instrumentalisé par certains partis politiques, 19 % seulement des sondés répondent positivement, soit 12 points de moins par rapport à 2014, tandis que 81 % estiment que c'est un problème de plus en plus préoccupant dont il faut s'occuper sérieusement.

Pascal Perrineau

L'évolution est forte : le nombre de personnes aux yeux desquelles l'intégrisme religieux « est un problème de plus en plus préoccupant dont il faut s'occuper sérieusement » atteint 81 % et ce chiffre a progressé de 12 points en un an. Gauche et droite partagent aujourd'hui la même préoccupation alors qu'en 2014 il y avait encore une différence sensible de préoccupation entre les deux familles.

Gérard Courtois

Mais ces 74 % de personnes pour lesquelles la laïcité est menacée ne

réunissent-ils pas deux conceptions de la laïcité, non pas radicalement contradictoires, mais très fortement divergentes ? Cela expliquerait pourquoi ce chiffre est impressionnant. Brice Teinturier parlait de la récupération, de l'instrumentalisation par Marine Le Pen de la notion même de laïcité. Nicolas Sarkozy procède exactement de la même manière. Le combat pour la laïcité – y compris à travers le choix du nouveau nom de son parti, les Républicains – est un instrument de défense de l'identité nationale. Il ne s'en cache pas. Il parlait autrefois de « laïcité positive », il est passé à une laïcité combative.

Pascal Perrineau

Je pense – mais il ne s'agit que d'une interprétation – que, dans l'inconscient ou le subconscient de nombreux électeurs de gauche, cette conception généreuse de la laïcité que Gérard Courtois évoque n'est pas vraiment à l'œuvre. Ils se souviennent parfaitement que la première laïcité était souvent une laïcité de combat contre une religion – le catholicisme. Ils savent qu'aujourd'hui elle peut servir à combattre une autre religion : l'islam.

Lorsque je discute avec certains militants laïcs de gauche, je suis frappé de constater que la laïcité n'est pas pour eux le pacte de 1905 instaurant le pluralisme. Elle est un combat contre l'obscurantisme religieux : jadis l'obscurantisme catholique, aujourd'hui l'obscurantisme musulman. N'oublions pas que pour 63 % des électeurs de François Hollande « la religion musulmane cherche à imposer son mode de fonctionnement aux autres ».

Gérard Courtois

En ce cas, il n'est pas aisé de comprendre pourquoi 73 % des sympathisants de gauche affirment que la tolérance est à leurs yeux une valeur très importante. Il ne faut pas oublier cette donnée.

Gilles Finchelstein

Le mot « laïcité » présente aujourd'hui une ambivalence dans le débat public. Je pense que cela explique ce renversement des chiffres dans l'enquête. Quand on entre dans le détail, on voit que ceux qui adhèrent le moins à l'idée que la laïcité est en danger appartiennent à la gauche ou sont socialistes. Ils sont 66 % au PS, 79 % à l'UMP, 86 % au FN à répondre positivement à cette question. Mais, lorsque la laïcité est abordée comme valeur identitaire, elle s'avère très importante pour 69 % au PS, 54 % à l'UMP et 47 % au FN. Ainsi, selon la manière dont on évoque la laïcité, les chiffres peuvent s'inverser. Je ne suis pas sûr que l'explication réside dans une conception plus ou moins généreuse de la laïcité. Je parlerais plutôt de laïcité comme combat politique contre laïcité comme valeur identitaire.

Pascal Perrineau

Je voudrais venir maintenant à la question de la relative obsolescence d'un autre vieux clivage politique français : celui entre la gauche et la droite. 57 % des personnes interrogées considèrent qu'il n'existe pas de différences importantes entre la gauche et la droite. Cette idée est aujourd'hui présente dans tous les milieux sociaux, sauf chez les cadres. Et 76 % ont le sentiment que, au cours des dernières années, gauche et droite se sont rapprochées. Ils sont 80 % à gauche, 64 % à l'UMP – alors que l'on aurait pu attendre un chiffre moins élevé pour ce parti, qui appartient à l'opposition – et 74 % au FN, ce qui est plus attendu puisque le discours du parti entretient cette idée.

On a là un indicateur du fait que le clivage *princeps* de la vie politique française, s'il reste opérant et robuste, est considéré par une très forte majorité de Français comme un peu dépassé et, en tous les cas, impuissant à rendre compte de cet entrelacs de fractures relatives à l'économie, à l'ouverture, à l'Europe ou encore à la mondialisation. De mon point de vue, si les personnes interrogées sont aussi nombreuses à estimer que la différence gauche/droite s'estompe, c'est qu'elles ont l'intuition que cet entrelacs de fractures, dont notre enquête ne cesse de faire état, ne renvoie que rarement au clivage gauche/droite.

Gilles Finchelstein

Ce clivage n'a plus la force structurante qu'il avait il y a trente ans.

Brice Teinturier

Pour le coup, le paradoxe, me semble-t-il, est que tout cela devrait amener des pans plus importants de la société française à considérer que l'évolution de la gauche – Emmanuel Macron, Manuel Valls, François Hollande – vers la gauche sociale-libérale est une bonne chose. Or, on observe le contraire. On constate un profond rejet de la gauche au pouvoir, de François Hollande et de Manuel Valls même si dernier l'est à un niveau moindre. Et là, c'est bien la question du leadership qui revient.

L'irruption de la religion dans le débat public, et de la religion musulmane, la question des frontières, des migrations, celle du leadership aussi, concourent à fabriquer une aspiration à davantage d'autorité, où la tolérance et la modération, et leur traduction politique en un espace central élargi, sont moindres. En bref, on constate un raidissement, une forme de crispation de la société. C'était l'idée de départ que de la mesurer lors de la mise en place de ce baromètre des fractures françaises en 2013, et nous avons envisagé de l'appeler le « Baromètre des crispations identitaires ». Elle est largement confirmée.

L'ENQUÊTE

Fractures françaises,
enquête réalisée par Ipsos/Steria
pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde*
et Sciences Po (programme
« Vie politique »),
avril 2015

La confiance dans différentes institutions

Une hausse généralisée de la confiance, mais plus limitée dans le domaine politique

Avez-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance, ou pas confiance du tout dans chacune des institutions suivantes :

	Confiance			2015	2014	Evol.
	Tout à fait	Plutôt	Plutôt pas			
*En 2014, l'item était Les conseillers généraux						
Les PME	11	73	12	84	84	=
L'Armée	21	59	13	80	79	+1
La police	15	62	15	77	73	+4
L'école	11	63	20	74	68	+6
Les maires	8	58	26	66	63	+3
La Justice	4	46	33	50	46	+4
Les grandes entreprises	4	41	39	45	38	+7
Les banques	2	39	39	41	35	+6
Les conseillers départementaux*	3	36	44	39	35	+4
Les conseillers régionaux	3	36	44	39	37	+2
Les syndicats	3	32	38	35	31	+4
L'Union Européenne	3	32	38	35	31	+4
L'Assemblée nationale	2	29	44	31	28	+3
Le Sénat	2	28	42	30	27	+3
Les médias	2	27	48	27	23	+4
Les députés	1	25	47	26	23	+3
Les partis politiques	1	8	43	9	8	+1

Le niveau de confiance dans les institutions - détail

Confiance	Ensemble		SELON LA SYMPATHIE PARTISANE%											
	2015	2014	S/T Gauche		Dont FG		Dont PS		Modem		UMP		FN	
			2014	2014	2014	2014	2014	2014	2014	2014				
Les PME	84	84	79	87	69	81	83	89	98	92	90	91	78	85
L'Armée	80	79	73	77	49	67	85	83	91	82	89	85	82	85
La police	77	73	71	70	44	68	82	71	92	89	89	80	67	78
L'école	74	68	86	78	76	80	90	80	93	58	74	57	55	70
Les maires	66	63	67	71	55	75	75	73	81	61	79	67	45	53
La Justice	50	46	63	61	49	67	67	64	66	49	50	44	27	28
Les grandes entreprises	45	38	36	25	14	14	49	28	44	38	71	51	27	40
Les banques	41	35	38	29	30	25	44	31	54	45	50	48	34	31
Les conseillers départementaux	39	35	44	50	31	48	52	55	47	38	44	38	21	18
Les conseillers régionaux	39	37	45	54	27	54	52	58	40	40	47	33	22	26
Les syndicats	35	31	52	51	60	67	52	48	27	29	25	18	29	27
L'Union Européenne	35	31	35	42	22	15	41	48	51	26	49	33	12	22
L'Assemblée nationale	31	28	36	43	21	41	42	49	36	26	44	30	7	12
Le Sénat	30	27	32	39	21	31	38	44	34	30	43	32	11	13
Les médias	27	23	29	32	24	16	32	35	34	30	34	23	25	17
Les députés	26	23	30	40	17	39	36	47	36	20	35	22	9	10
Les partis politiques	9	8	9	14	7	21	13	15	12	7	15	9	4	4

Le déclin de la France

Des opinions sur le déclin de la France qui se radicalisent

Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord : la France est en déclin/la France n'est pas en déclin ? A ceux qui pensent que la France est en déclin : Et diriez-vous que le déclin de la France est irréversible/n'est pas irréversible ?



Une forte progression du sentiment d'un déclin irréversible auprès des sympathisants FN

La France...	Ensemble		SELON LA SYMPATHIE PARTISANE%											
	2015	2014	S/T Gauche	2014	Dont FG	2014	Dont PS	2014	Modem	2014	UMP	2014	FN	2014
n'est pas en déclin	21	15	36	35	37	39	42	37	24	10	14	4	3	3
Est en déclin mais ce n'est pas irréversible	53	65	51	53	51	45	46	55	59	78	66	82	41	61
est en déclin et c'est irréversible	26	20	13	12	12	16	12	8	17	12	20	14	56	36
														+20

La France...	Ensemble		SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWE%									
	2015	2014	Cadre	2014	Profession intermédiaire	2014	Employé	2014	Ouvrier	2014	Retraité	2014
n'est pas en déclin	21	15	24	17	24	15	24	13	14	13	21	20
est en déclin mais ce n'est pas irréversible	53	65	54	72	58	70	55	59	48	56	57	64
est en déclin et c'est irréversible	26	20	22	11	18	15	21	28	38	31	22	16

L'autorité

Forte progression du soutien au rétablissement de la peine de mort en un an

• Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes :

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas d'accord du tout



Forte progression de la demande d'ordre et d'autorité chez les sympathisants PS

« On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre »

D'accord	2015			2014			2013		
	Ensemble	2015	2014	Ensemble	2015	2014	Ensemble	2015	2014
SELON LA SYMPATHIE PARTISANE %	Ensemble	85	84	87					
	ST Gauche	70	63	72					
	Dont FG	50	60	74					
	Dont PS	78	78	62					
	Modem	83	80	84					
SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWE %	UMP	99	98	98					
	FN	97	100	97					
	Cadre	79	74	83					
	Profession intermédiaire	80	75	85					
	Employé	84	87	87					
Ouvrier	90	90	92						
Retraité	88	87	88						

Le souhait d'un rétablissement de la peine de mort progresse plus particulièrement à gauche, au centre et chez les CSP+

« Il faudrait rétablir la peine de mort en France »

D'accord		2015	2014
SELON LA SYMPATHIE PARTISANE %	Ensemble	52 ⁺⁷	45
	ST Gauche	32	22
	<i>Dont FG</i>	32 ⁺¹⁴	18
	<i>Dont PS</i>	36 ⁺¹⁵	21
	Modem	41 ⁺¹⁶	25
	UMP	57	60
SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWE %	FN	82	79
	Cadre	37 ⁺¹¹	26
	Profession intermédiaire	39 ⁺¹³	26
	Employé	51	51
	Ouvrier	67	64
	Retraité	53	45

Ouverture/fermeture

Progression du sentiment que la mondialisation est une opportunité, mais stabilité des autres indicateurs de défiance

• Avec laquelle des deux affirmations êtes-vous le plus d'accord ?

	2013	2014	2015		2014	2013	
On peut faire confiance à la plupart des gens	22	21	21%	79%	79	78	On n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres
La mondialisation est une opportunité pour la France	39	39	44%	56%	61	61	La mondialisation est une menace pour la France
			+5	-5			
La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui	42	42	40%	60%	58	58	La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui

Le sentiment que la mondialisation est une opportunité progresse surtout au PS, à l'UMP et chez les ouvriers

	La mondialisation est une opportunité pour la France			La mondialisation est une menace pour la France		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Ensemble	44 ⁺⁵	39	39	56	61	61
ST Gauche	48	45	41	52	55	59
<i>Dont FG</i>	31	37	25	69	63	75
<i>Dont PS</i>	58 ⁺⁸	50 ⁺³	47	42	50	53
Modem	54	55	46	46	45	54
UMP	61 ⁺¹⁸	43	51	39	57	49
FN	18	26	18	82	74	82
Cadre	65	68	61	35	32	39
Profession intermédiaire	50	49	41	50	51	59
Employé	41	39	31	59	61	69
Ouvrier	35 ⁺⁹	26	29	65	74	71
Retraité	39	34	41	61	66	59

La vie politique

Une image toujours aussi négative sur le politique

• Avec laquelle des deux affirmations êtes-vous le plus d'accord ?

	2013	2014	2015	2014	2013
La corruption des hommes et des femmes politiques est un phénomène qui reste très minoritaire	38	35	34%	66%	65 62
			+4 par rapport à 2013		
Le système démocratique fonctionne plutôt bien en France, j'ai l'impression que mes idées sont bien représentées	28	22	24%	76%	78 72
Les hommes et les femmes politiques agissent principalement dans l'intérêt des Français	18	16	14%	86%	84 82
			+4 par rapport à 2013		

La plupart des hommes et des femmes politiques sont corrompus

Le système démocratique fonctionne plutôt mal en France, j'ai l'impression que mes idées ne sont pas bien représentées

Les hommes et les femmes politiques agissent principalement pour leurs intérêts personnels

Pour plus d'un Français sur quatre, d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie

• De manière générale, diriez-vous que ...



L'attachement à la démocratie est moindre au FN, chez les ouvriers et chez les jeunes

	Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible	D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie	
SELON LA SYMPATHIE PARTISANE %	Ensemble	74	26
	ST Gauche	82	18
	Dont FG	72	28
	Dont PS	85	15
	Modem	76	24
	UMP	82	18
	FN	59	41
SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWE %	Cadre	85	15
	Profession intermédiaire	74	26
	Employé	74	26
	Ouvrier	65	35
	Retraité	79	21
SELON L'AGE %	Moins de 35 ans	69	31
	35-59 ans	75	25
	60 ans et plus	76	24

Justice et économie

Pour relancer l'économie, une majorité de Français plaident pour davantage de liberté pour les entreprises

• Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord :

Pour relancer la croissance il faut renforcer le rôle de l'Etat dans certains secteurs de l'économie française jugés porteurs et stratégiques

47% -3pts
PAR RAPPORT À 2014

Pour relancer la croissance, il faut limiter au maximum le rôle de l'Etat dans l'économie française et donner aux entreprises le plus de liberté possible

53% +3pts
PAR RAPPORT À 2014

Un fort clivage gauche/droite perdure sur le rôle de l'Etat dans l'économie, mais donner plus de liberté aux entreprises est une idée qui progresse au PS

	Pour relancer la croissance il faut renforcer le rôle de l'Etat dans certains secteurs de l'économie française jugés porteurs et stratégiques		Pour relancer la croissance, il faut limiter au maximum le rôle de l'Etat dans l'économie française et donner aux entreprises le plus de liberté possible	
	2015	2014	2015	2014
SELON LA SYMPATHIE PARTISANE %				
Ensemble	47	50	53	50
ST Gauche	70	76	30	24
Dont FG	88	85	12	15
Dont PS	66	77	34 +11	23
Modem	38	50	62	50
UMP	29	26	71	74
FN	36	40	64	60
SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWE %				
Cadre	43	43	57	57
Profession intermédiaire	60	58	40	42
Employé	48	49	52	51
Ouvrier	50	53	49	47
Retraité	42	48	58	52

Pour une large majorité de Français, la société actuelle évolue vers trop d'assistantat

• D'une manière générale, pensez-vous que dans la société actuelle, il n'y a pas assez de solidarité envers les gens qui en ont besoin ou qu'on évolue vers trop d'assistantat ?

69%
On évolue vers trop d'assistantat

31%
Il n'y a pas assez de solidarité envers les gens qui en ont besoin

L'Europe

Progression de l'attachement à la monnaie unique

• Dans les années qui viennent, souhaitez-vous que ...



L'adhésion à une sortie de l'Euro recule au FG et dans les catégories populaires; seuls les sympathisants FN y restent majoritairement favorables

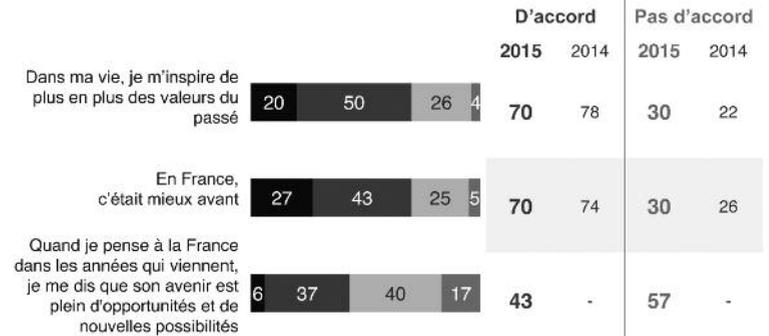
	La France reste dans la zone euro			La France sorte de la zone euro et repasse au franc		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
ENSEMBLE	75	67	72	25	33	28
ST Gauche	83	77	80	17	23	20
Dont FG	83	76	69	17 -7	24	31
Dont PS	85	80	84	15	20	16
Modem	89	81	94	11	19	6
UMP	86	79	88	14	21	12
FN	39	34	38	61	66	62
Cadre	87	94	82	13	6	18
SELON LA SYMPATHIE PARTISANE %						
SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ %						
Profession intermédiaire	84	74	78	16	26	22
Employé	73	61	63	27 -12	39	37
Ouvrier	63	48	56	37 -15	52	44
Retraité	77	71	80	23	29	20

Les valeurs du passé et la perception de l'avenir

Les Français nostalgiques de la France « d'avant » et inquiets pour l'avenir du pays

• Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas d'accord du tout



La nostalgie de la France d'antan est plus forte à droite et chez les jeunes

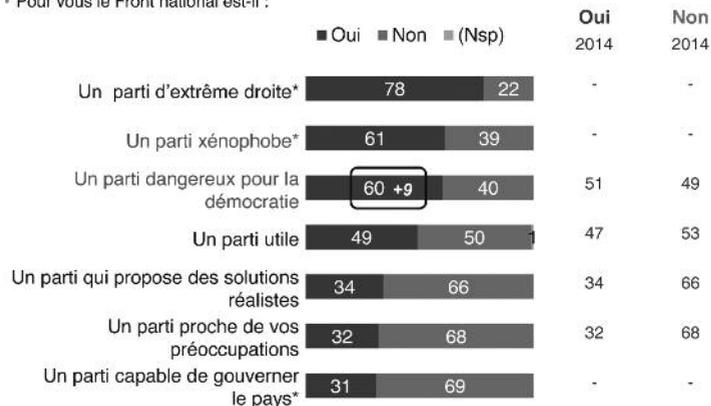
« En France, c'était mieux avant »

	D'accord		Pas d'accord	
	2015	2014	2015	2014
ENSEMBLE	70	74	30	26
ST Gauche	61	58	39	42
Dont FG	57	75	43	25
Dont PS	62	53	38	47
Modem	52	74	48	26
UMP	73	80	27	20
FN	93	94	7	6
SELON LA SYMPATHIE PARTISANE %				
SELON L'ÂGE %				
Moins de 35 ans	78	77	22	23
35-59 ans	67	76	33	24
60 ans et plus	67	69	33	31

L'attitude à l'égard du Front national

L'idée selon laquelle le FN est un parti dangereux pour la démocratie progresse par rapport à l'année dernière

* Pour vous le Front national est-il :



*Nouvel item en 2015

Les opinions sur le FN sont toujours très clivées politiquement mais l'attrance des sympathisants UMP se tasse fortement

Oui	Ensemble	SELON LA SYMPATHIE PARTISANE%													
		2015	2014	ST Gauche	2014	Dont FG	2014	Dont PS	2014	Modem	2014	UMP	2014	FN	2014
d'extrême droite*	78	-	90	-	97	-	87	-	86	-	82	-	45	-	
xénophobe*	61	-	85	-	86	-	85	-	80	-	58	-	11	-	
dangereux pour la démocratie	60	51	83	78	80	79	82	76	75	64	55	45	5	13	
utile	49	47	22	20	19	18	24	21	46	39	57	10	67	100	95
qui propose des solutions réalistes	34	34	14	12	18	13	10	11	15	17	37	5	42	91	90
proche de vos préoccupations	32	32	7	11	12	10	4	11	16	21	39	5	44	97	92
capable de gouverner le pays*	31	-	12	-	16	-	8	-	15	-	24	-	93	-	-

*Nouvel item en 2015

Racisme et xénophobie

Des Français très partagés sur le niveau d'intégration des immigrés

* En pensant aux immigrés qui se sont installés en France ces trente dernières années, diriez-vous que ...

L'immense majorité est mal intégrée et seulement une petite minorité est bien intégrée

34% (=)

PAR RAPPORT À 2014

L'immense majorité est bien intégrée et seulement une petite minorité est mal intégrée

32% +2pts

PAR RAPPORT À 2014

Une moitié est bien intégrée et l'autre moitié est mal intégrée

34% -2pts

PAR RAPPORT À 2014

Sentiment d'être chez soi : un clivage politique et sociologique fort

	On se sent autant chez soi aujourd'hui qu'avant			Aujourd'hui, on ne se sent plus chez soi comme avant		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Ensemble	39	38	38	61	62	62
ST Gauche	59	60	65	41	40	35
Dont FG	62	56	60	38	44	40
Dont PS	56	63	67	44	37	33
Modem	38	46	42	62	54	58
UMP	33	25	25	67	75	75
FN	4	6	5	95	94	95
Cadre	47	62	50	53	38	50
Profession intermédiaire	47	47	35	53	53	65
Employé	44	34	34	56	66	66
Ouvrier	27	26	33	72	74	67
Retraité	35	31	32	64	69	68

Fait religieux et laïcité

Décrire d'une partie de l'opinion sur l'Islam qui est jugé de plus en plus compatible avec les valeurs de la société française

En pensant à la manière dont chacune des religions est pratiquée en France, dites-moi si elles sont compatibles avec les valeurs de la société française ?

■ Tout à fait compatible ■ Plutôt compatible ■ Plutôt pas compatible ■ Pas du tout compatible

	Compatible				Pas compatible							
	2015	Janvier 2015*	2014	2013	2015	Janvier 2015*	2014	2013				
La religion catholique	60	34	94	93	91	89	6	6	9	11		
La religion juive	37	48	85	81	76	75	15	17	24	25		
La religion musulmane	16	30	29	25	46	47	37	26	54	51	63	74

Entre 2013 et 2015 : +20 pts

*Enquête Ipsos/Sopra-Steria pour Le Monde et Europe 1 Janvier 2015

Le sentiment que l'Islam est compatible avec les valeurs de la société française progresse dans toutes les catégories, mais reste très minoritaire au FN

En pensant à la manière dont chacune des religions est pratiquée en France, dites-moi si elles sont compatibles avec les valeurs de la société française ?

	Compatible%				La religion catholique				La religion juive				La religion musulmane			
	2015	Janvier 2015*	2014	2013	2015	Janvier 2015*	2014	2013	2015	Janvier 2015*	2014	2013	2015	Janvier 2015*	2014	2013
Ensemble	94	93	91	89	85	81	76	75	56	47	37	26	59	66	54	39
ST Gauche	92	92	86	81	83	85	74	70	59	66	54	39	47	67	40	33
Dont FG	81	87	80	83	70	76	66	67	47	67	40	33	66	64	59	40
Dont PS	97	95	89	81	89	88	79	70	66	64	59	40	43	60	38	28
Modem	96	96	99	93	92	84	79	92	43	60	38	28	42	39	28	19
UMP	98	96	98	94	93	86	81	83	42	39	28	19	18	12	9	6
FN	97	94	97	98	84	67	77	75	18	12	9	6	52	55	39	34
Moins de 35 ans	93	94	89	89	87	82	70	74	52	55	39	34	44	44	36	25
35-59 ans	93	90	91	86	83	79	78	70	44	44	36	25	43	44	36	21
60 ans et plus	96	96	94	92	86	85	80	84	43	44	36	21				

*Enquête Ipsos/Sopra-Steria pour Le Monde et Europe 1 Janvier 2015

Cette crainte progresse surtout à gauche, au centre et chez les jeunes

En pensant à la question de l'intégrisme religieux en France, vous vous dites plutôt que c'est un problème ...

	...qui est exagéré et qui à tendance à être instrumentalisé par certains partis politiques			...de plus en plus préoccupant dont il faut s'occuper sérieusement		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Ensemble	19	31	23	81 +12	69	77
ST Gauche	28	41	34	72 +13	59	66
Dont FG	26	47	32	74	53	68
Dont PS	25	43	33	75	57	67
Modem	13	25	20	87 +12	75	80
UMP	10	15	14	90	85	86
FN	11	16	9	89	84	91
Moins de 35 ans	22	46	33	78 +24	54	67
35-59 ans	17	24	21	83	76	79
60 ans et plus	19	27	17	81	73	83

Pour une large majorité de Français, la laïcité est actuellement menacée

Diriez-vous que la laïcité est aujourd'hui en danger en France ?

26% Non
Non, plutôt pas 21%

74% Oui
Oui, tout à fait 29%
Oui, plutôt 45%

Les clivages et valeurs au sein de la société française

Les sympathisants UMP qui revendiquent davantage une différence marquée

• Entre la gauche et la droite, diriez-vous qu'il y a des différences...

		Importantes	Pas importantes
SELON LA SYMPATHIE PARTISANE %	Ensemble	43	57
	ST Gauche	55	45
	Dont FG	52	48
	Dont PS	52	48
	Modem	31	69
	UMP	69	31
	FN	45	55
SELON LA PROFESSION DE L'INTERVIEWE %	Cadre	54	46
	Profession intermédiaire	43	57
	Employé	35	65
	Ouvrier	39	61
	Retraité	44	56

L'importance de différentes valeurs pour les Français

• Pour chacune des valeurs suivantes, dites-moi si elle est pour vous très plutôt, plutôt pas ou pas du tout importante vous :

■ Très importante ■ Plutôt importante ■ Plutôt pas importante ■ Pas du tout importante

	Très importante	Plutôt importante	Plutôt pas importante	Pas du tout importante	Importante
L'honnêteté	82	17	1	0	99
La liberté	80	19	1	0	99
La famille	75	21	4	0	96
Le travail	74	24	2	0	98
La justice	73	25	2	0	98
La responsabilité	67	31	2	0	98
L'ordre	61	35	4	0	96
La tolérance	59	35	6	0	94

L'importance de différentes valeurs pour les Français

• Pour chacune des valeurs suivantes, dites-moi si elle est pour vous très plutôt, plutôt pas ou pas du tout importante vous :

■ Très importante ■ Plutôt importante ■ Plutôt pas importante ■ Pas du tout importante

	Très importante	Plutôt importante	Plutôt pas importante	Pas du tout importante	Importante
L'égalité des chances	58	36	6	0	94
La laïcité	54	35	8	3	89
Le mérite	53	40	6	1	93
L'autorité	53	40	5	2	93
La solidarité	52	41	6	1	93
L'innovation	51	41	7	1	92
Le service public	48	43	8	1	91
L'esprit d'entreprise	47	45	7	1	92
La nation	47	43	9	1	90

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-082-3

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie PANOPLY
SEPTEMBRE 2015

GÉRARD COURTOIS
GILLES FINCHELSTEIN
PASCAL PERRINEAU
BRICE TEINTURIER

FRACTURES FRANÇAISES (1)

Des Français moins pessimistes, mais toujours fortement crispés sur certains sujets de société ? C'est le portrait d'une société toute en paradoxes que dresse, depuis 2013, l'enquête annuelle « Fractures françaises », réalisée par Ipsos en partenariat avec *Le Monde*, Sciences Po et la Fondation Jean-Jaurès. Gérard Courtois, Gilles Finchelstein, Pascal Perrineau et Brice Teinturier analysent, dans un échange inédit, les principaux résultats de l'édition 2015. Une exploration en profondeur qui relève, notamment, les questionnements des citoyens sur leurs institutions, la mutation des clivages politiques et leur rapport aux autres.

Gérard Courtois, directeur éditorial du *Monde*.

Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès.

Pascal Perrineau, professeur des universités à Sciences Po ; responsable du programme « Vie politique » à Sciences Po.

Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos France.

www.jean-jaurès.org



ISBN : 978-2-36244-082-3

6 €

Fondation
Jean Jaurès